

2015

DES





Site Paris  
32 avenue de la Sibelle  
75685 Paris cedex 14

Tél. : 01 45 65 52 52  
Fax : 01 45 65 53 65

<b>Décision du 1<sup>er</sup> juillet 2015 portant délégation de signature</b>
--

**LE DIRECTEUR GENERAL  
DE LA CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES**

- Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L. 217-3, L. 223-1 et suivants, L. 224-1 et suivants, R. 223,1, R. 224-1 et suivants (en particulier l'article R. 224-7), R. 226-1 et suivants ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles (Casf) ;
- Vu le code rural et notamment son article L. 732-1 ;
- Vu le code du travail et notamment ses articles L. 2323-27, L. 2323-28,
- Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée ;
- Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir, en qualité de Directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;
- Vu la décision du 22 juin 2015 portant règlement d'organisation de la Cnaf ;

**DÉCIDE**

**Article 1**

Délégation est donnée à Monsieur Guillaume George, adjoint au directeur de l'évaluation et de la stratégie responsable du département coordination et suivi de l'action institutionnelle pour signer dans le cadre de la gestion de l'établissement public et pour son personnel les pièces suivantes :

- la correspondance courante du département coordination et suivi de l'action institutionnelle ;
- les demandes d'achats de biens ou de service adressés au Pôle gestion de la commande publique ;
- les validations du service fait ou la réception des biens pour les biens et services livrés ;
- les validations des états de frais du personnel ;
- les ordres de mission du personnel en métropole pour le département.

## **Article 2**

En l'absence du directeur de l'évaluation et de la stratégie, délégation supplémentaire lui est donnée pour signer :

- la correspondance courante de la direction de l'évaluation et de la stratégie;
- les demandes d'achats de biens ou de service adressés au Pôle gestion de la commande publique ;
- les validations du service fait ou la réception des biens pour les biens et services livrés ;
- les validations des états de frais du personnel ;
- les ordres de mission du personnel en métropole pour la direction de l'évaluation et de la stratégie.

## **Article 3**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) ».

Fait, le 1<sup>er</sup> juillet 2015  
Le Directeur général  
Daniel LENOIR

**SIGNÉ**

Le directeur adjoint  
responsable du département de coordination  
et suivi de l'action institutionnelle  
Guillaume GEORGE  
**SIGNÉ**

2015

DR





Site Paris  
32 avenue de la Sibelle  
75685 Paris cedex 14

Tél. : 01 45 65 52 52  
Fax : 01 45 65 53 65

## **Décision du 7 octobre 2015 portant délégation de signature**

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES**

- Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L. 217-3, L. 223-1 et suivants, L. 224-1 et suivants, R. 223,1, R. 224-1 et suivants (en particulier l'article R. 224-7), R. 226-1 et suivants ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles (Casf) ;
- Vu le code rural et notamment son article L. 732-1 ;
- Vu le code du travail et notamment ses articles L. 2323-27, L. 2323-28,
- Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée ;
- Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir, en qualité de Directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;
- Vu la décision du 22 juin 2015 portant règlement d'organisation de la Cnaf ;

#### **Décide :**

#### **Article 1**

Délégation est donnée à Aude Cournée, sous-directrice responsable du département maîtrise des risques, lutte contre la fraude et pilotage des outils contentieux à la direction du réseau pour signer dans le cadre de la gestion de l'établissement public et pour son personnel les pièces suivantes :

- la correspondance courante département maîtrise des risques, Lutte contre la fraude et pilotage des outils contentieux;

- les demandes d'achats de biens ou de service adressés au département des affaires juridiques et de la commande publique ;
- les validations du service fait ou la réception des biens pour les biens et services livrés ;
- les validations des états de frais du personnel pour le département maîtrises des risques, Lutte contre la fraude et pilotage des outils contentieux ;
- les ordres de mission du personnel en métropole pour le département.

## **Article 2**

En l'absence du directeur général délégué chargé du réseau, délégation supplémentaire est donnée pour :

- signer la délivrance des autorisations provisoires et agréments des agents des Caf chargés du contrôle de l'application des législations de sécurité sociale.

## **Article 3**

Les signatures électroniques des pièces comptables dans le logiciel de gestion Magic tiennent compte de ces délégations.

## **Article 4:**

Le secrétaire général et l'agent comptable sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

## **Article 5**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) ».

Fait le 7 octobre 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le Directeur Général  
Délégué du Réseau

Vincent RAVOUX  
**SIGNÉ**

La Sous-Directrice  
Département maîtrise des risques, lutte  
contre la fraude et pilotage des outils  
contentieux  
Aude COURNÉE  
**SIGNÉE**



<b>Décision du 3 septembre 2015 portant délégation de signature</b>
---

**LE DIRECTEUR GENERAL  
DE LA CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES**

- Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L. 217-3, L. 223-1 et suivants, L. 224-1 et suivants, R. 223,1, R. 224-1 et suivants (en particulier l'article R. 224-7), R. 226-1 et suivants ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles (Casf) ;
- Vu le code rural et notamment son article L. 732-1 ;
- Vu le code du travail et notamment ses articles L. 2323-27, L. 2323-28,
- Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée ;
- Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir, en qualité de Directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;
- Vu la décision du 22 juin 2015 portant règlement d'organisation de la Cnaf ;

**DÉCIDE**

**Article 1**

Délégation est donnée à Madame Pia Moulin-Seurre, sous-directrice à la direction de la mission de la gestion des dirigeants, pour signer dans le cadre de la gestion de l'établissement public et pour son personnel les pièces suivantes :

- la correspondance courante de la mission de la gestion des dirigeants ;
- les demandes d'achats de biens ou de service adressés au Pôle gestion de la commande publique ;
- les validations du service fait ou la réception des biens pour les biens et services livrés ;
- les validations des états de frais du personnel ;
- les ordres de mission du personnel en métropole pour la mission de la gestion des dirigeants

## **Article 2 :**

Le secrétaire général et l'agent comptable sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

## **Article 3**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) ».

Fait le 3 septembre 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le Directeur général délégué  
chargé du réseau  
Vincent Ravoux  
**SIGNÉ**

La Directrice  
de la gestion des dirigeants  
Marianne Grenier-Dranebois  
**SIGNÉE**

La Sous-directrice  
De la gestion des dirigeants  
Pia Moulin-Seurre  
**SIGNÉE**

2015

DSER



<b>Décision du 10 février 2015 portant délégation de signature</b>
--

**LE DIRECTEUR GENERAL  
DE LA CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES**

- Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L. 217-3, L. 223-1 et suivants, L. 224-1 et suivants, R. 223,1, R. 224-1 et suivants (en particulier l'article R. 224-7), R. 226-1 et suivants ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles (Casf) ;
- Vu le code rural et notamment son article L. 732-1 ;
- Vu le code du travail et notamment ses articles L. 2323-27, L. 2323-28,
- Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée ;
- Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir, en qualité de Directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;
- Vu la décision du 30 avril 2014 portant règlement d'organisation de la Cnaf ;

**DÉCIDE**

**Article 1**

Délégation est donnée à Monsieur Bernard TAPIE, directeur de la direction des statistiques, des études et de la recherche, pour signer dans le cadre de la gestion de l'établissement public et pour son personnel les pièces suivantes :

- la correspondance courante de la direction des statistiques, des études et de la recherche;
- les demandes d'achats de biens ou de service adressés au Pôle gestion de la commande publique ;
- les validations du service fait ou la réception des biens pour les biens et services livrés ;
- les validations des états de frais du personnel ;
- les ordres de mission du personnel en métropole pour la direction des statistiques, des études et de la recherche.

**Article 2 :**

Le secrétaire général et l'agent comptable sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 3**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) ».

Fait le 10 Février 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le Directeur des statistiques,  
des études et de la recherche  
Bernard TAPIE  
**SIGNÉ**

2015

SG







Site Paris  
32 avenue de la Sibelle  
75685 Paris cedex 14

Tél. : 01 45 65 52 52  
Fax : 01 45 65 53 65

## **Décision du 1<sup>er</sup> octobre 2015 portant délégation de signature**

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES**

- Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L. 217-3, L. 223-1 et suivants, L. 224-1 et suivants, R. 223,1, R. 224-1 et suivants (en particulier l'article R. 224-7), R. 226-1 et suivants ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles (Casf) ;
- Vu le code rural et notamment son article L. 732-1 ;
- Vu le code du travail et notamment ses articles L. 2323-27, L. 2323-28,
- Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée ;
- Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir, en qualité de Directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;
- Vu la décision du 22 juin 2015 portant règlement d'organisation de la Cnaf ;

#### **Décide :**

#### **Article 1**

Délégation est donnée à Monsieur Stéphane Cassat directeur des achats et des affaires juridiques de la Caisse nationale des allocations familiales site Paris pour signer sans limitation de montant dans le cadre de la gestion de l'établissement public et pour son personnel les pièces suivantes :

- signer tous actes et décisions relevant du « pouvoir adjudicateur », dans le cadre de la réglementation des marchés publics ;

- les engagements de dépense (créations, modifications et annulations) d'investissement et de fonctionnement de toute nature ;
- commander tous achats d'investissement et de fonctionnement,
- ordonnancer les dépenses de fonctionnement, les paiements, les recettes, les reversements relevant des gestions administratives de l'établissement public ;
- attester de la "réception de travaux, de fournitures, et de service fait" ;
- valider les états de frais du personnel du Département des affaires juridiques et de la commande publique ;
- signer les ordres de mission en Métropole ;
- signer les virements de crédits budgétaires non soumis au conseil d'administration ;
- s'inscrire à Télérecours, l'application informatique des juridictions administratives chargée d'assurer la gestion des téléprocédures contentieuses administratives.

## **Article 2**

En l'absence du secrétaire général et du secrétaire général adjoint délégation supplémentaire est donnée pour :

- ordonnancer les bordereaux, ordres de paiement, ordres de dépense, ordres de recette, ordres de reversement (créations, modifications et annulations) des dépenses de personnel (paie, charges sociales, etc.) ;
- valider les états de frais du personnel ;
- signer les ordres de mission ;
- signer les contrats de travail à durée indéterminée et ou à durée déterminée à l'exception de ceux concernant les agents de direction;

## **Article 3**

Les signatures électroniques des pièces comptables dans le logiciel de gestion Magic tiennent compte de ces délégations.

## **Article 4:**

Le secrétaire général et l'agent comptable sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

## **Article 5**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) ».

Fait le 1<sup>ER</sup> octobre 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le Contrôleur général  
Economique et financier  
Eric NOUVEL  
**SIGNÉ**

Le Directeur des Achats  
Stéphane CASSAT  
**SIGNÉ**





Site Paris  
32 avenue de la Sibelle  
75685 Paris cedex 14

Tél. : 01 45 65 52 52  
Fax : 01 45 65 53 65

<b>Décision du 20 novembre 2015 portant délégation de signature</b>
---

**LE DIRECTEUR GENERAL  
DE LA CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES**

- Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L. 217-3, L. 223-1 et suivants, L. 224-1 et suivants, R. 223,1, R. 224-1 et suivants (en particulier l'article R. 224-7), R. 226-1 et suivants ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles (Casf) ;
- Vu le code rural et notamment son article L. 732-1 ;
- Vu le code du travail et notamment ses articles L. 2323-27, L. 2323-28,
- Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée ;
- Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir, en qualité de Directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;
- Vu la décision du 22 juin 2015 portant règlement d'organisation de la Cnaf ;

**DÉCIDE**

**Article 1**

Délégation est donnée à Madame Catherine Delhomme responsable du pôle gestion administrative du personnel au département des ressources humaines et budgétaires du secrétariat général pour signer dans le cadre de la gestion de l'établissement public les pièces suivantes :

d'une part ,

- ordonnancer les dépenses et recettes du personnel d'un montant **inférieur à 45 000 €** ;
- ordonnancer, en l'absence du responsable du département ressources humaines et budgétaires, les dépenses et recettes de personnel dans **la limite de 90 000 €** ;
- ordonnancer quel que soit le montant, les dépenses relatives aux cotisations sociales versées par l'établissement public ;
- signer les bordereaux d'état de charges sociales
- attester de la "réception de travaux, de fournitures, et de service fait" dont le montant est **inférieur à 11 250 € HT** ;

d'autre part,

- la correspondance courante du pôle gestion administrative du personnel ;
- les demandes d'achats de biens ou de service adressées au pôle gestion de la commande publique ;
- les validations du service fait ou la réception des biens pour les biens et services livrés ;
- les validations des états de frais du personnel ;
- les ordres de mission du personnel en métropole pour son pôle.

## **Article 2**

Les signatures électroniques des pièces comptables dans le logiciel de gestion Magic et GRH tiennent compte de ces délégations.

## **Article 4**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) ».

Fait à Paris, le 20 novembre 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le Contrôleur général économique  
financier  
Eric NOUVEL  
**SIGNÉ**

La responsable du pôle gestion administrative  
du personnel  
Catherine DELHOMME  
**SIGNÉE**



Site Paris  
32 avenue de la Sibelle  
75685 Paris cedex 14

## **Décision du 2 novembre 2015 portant délégation de signature**

### **LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES**

- Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L. 217-3, L. 223-1 et suivants, L. 224-1 et suivants, R. 223,1, R. 224-1 et suivants (en particulier l'article R. 224-7), R. 226-1 et suivants ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles (Casf) ;
- Vu le code rural et notamment son article L. 732-1 ;
- Vu le code du travail et notamment ses articles L. 2315-8, L.2323-27, L. 2323-28, L.2325.1 et L 4614-1 ;
- Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée ;
- Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir, en qualité de Directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;
- Vu la décision du 22 juin 2015 portant règlement d'organisation de la Cnaf ;
- Vu la décision de désigner M Franck Schwartz, directeur en charge du cadre de travail et de l'animation sociale au secrétariat général en date du 2 novembre 2015

### **DÉCIDE**

#### **Titre I : DELEGATIONS DE SIGNATURE**

##### **Article 1**

Délégation est donnée à Monsieur Franck Schwartz Directeur en charge du cadre de travail et de l'animation locale au Secrétariat général de la Caisse nationale des allocations familiales pour signer dans le cadre de la gestion de

l'établissement public pour son personnel et pour les marchés locaux attachés aux sites les pièces suivantes :

- les correspondances courantes des sites ;
- tous actes et décisions relevant du pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation des marchés publics dont le montant est inférieur à 250 000 € H.T;
- les contrats et conventions hors réglementation des marchés publics dont le montant est inférieur à 90 000 € H.T ;
- les engagements de dépenses (création, modification, annulation) d'investissement et de fonctionnement dont le montant est inférieur à 250 000€ H.T relatives à un marché ou à une convention hors marché ;
- les commandes d'achats (en création, annulation, modification) d'investissement et de fonctionnement dont le montant est inférieur à 250 000€ H.T relatives à un marché ou à une convention hors marché ;
- les demandes d'achats de biens ou de services relatives au fonctionnement des sites ;
- l'ordonnancement des bordereaux, des ordres de paiements, des ordres de dépenses, des ordres de recettes, des ordres de reversement pour les « vus et admis en dépenses » (en création, modification, annulation) des dépenses d'investissement et de fonctionnement de toute nature dans le cadre d'un marché ou hors marché dont le montant est inférieur à 250 000€ H.T ou des dépenses de fonctionnement de toute nature dans le cadre d'un marché récurrent sans limitation de montant ;
- la réception et le traitement des factures sans limitation de montant, la gestion des opérations de fin d'exercice relevant du profil « ordonnateur », l'autorisation des sorties d'inventaires ;
- les validations de service fait, les attestations de réception de travaux, de fournitures et de service fait dont le montant est inférieur 250 000 € H.T ;
- Après visa du contrôleur général économique et financier, les contrats de travail à durée indéterminée ou à durée déterminée à l'exception de ceux concernant les agents de direction ;
- Pour les sites : les ordres de mission du personnel en métropole, les astreintes, les congés, les heures supplémentaires, les demandes de remboursement de frais de déplacement de personnel en France métropolitaine, les primes de poste dont le montant est inférieur à 45 000 € H.T;

## **Article 2**

En l'absence du secrétaire général et du secrétaire général adjoint, délégation supplémentaire est donnée pour les sites :

- l'enregistrement des heures correspondantes aux mandats de représentation du personnel, les bordereaux d'état de charges sociales, l'ordonnancement des dépenses relatives aux cotisations sociales versées par l'établissement public, l'ordonnancement des dépenses et recettes de personnel, dont le montant est inférieur à 90 000 € H.T;
- la gestion du traitement des informations statistiques et des déclarations obligatoires.



### **Article 3**

Les signatures électroniques des pièces comptables dans les logiciels de gestion Magic ou des gestions des ressources humaines tiennent compte de ces délégations.

## **Titre II : DELEGATIONS DE POUVOIR**

### **Article 4**

Délègue en cas d'empêchement du Secrétaire général et de son adjoint une partie de ses pouvoirs à Monsieur Franck Schwartz pour, dans le cadre de ses fonctions, représenter le directeur général de façon permanente en qualité de président des comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail et dans les relations sociales avec les délégués du personnel des sites.

Dans le cadre de cette délégation permanente de pouvoir de représentation et compte tenu de ses compétences professionnelles, Monsieur Franck Schwartz sera investi de l'intégralité des pouvoirs normalement dévolus au directeur de la Cnaf dans ses relations avec les comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail et les délégués du personnel des sites conformément aux dispositions du code du travail.

Pour l'accomplissement de cette mission, Monsieur Franck Schwartz disposera de tous les moyens matériels, techniques et financiers nécessaires.

A cet égard, s'agissant des comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail Monsieur Franck Schwartz pourra engager les dépenses utiles à la bonne exécution de la présente délégation dans la limite de 250 000€ H.T.

La présente délégation ne peut faire l'objet d'aucune subdélégation.

Monsieur Franck Schwartz déclare expressément accepter la délégation de pouvoir qui lui est confiée en toute connaissance de cause, ainsi qu'en connaître et en accepter les conséquences, qu'elles soient pénales ou civiles.

### **Article 5**

La présente délégation de représentation est consentie pour une durée indéterminée et pourra être résiliée à tout moment.

### **Article 6:**

La secrétaire générale et l'agent comptable sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

### **Titre III : PUBLICATIONS**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) ».

Fait, à Paris le 2 novembre 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le directeur en charge du cadre de travail  
et de l'animation locale  
Franck Schwartz  
**SIGNÉ**

Le contrôleur général  
économique et financier  
Eric NOUVEL  
**SIGNÉ**

2 0 1 5

TRANSFO DSI

(Domaine RH)



**CNAF**

**Caisse nationale des allocations familiales**

**Décision du 10 juillet 2015 portant**

**délégation de signature de la Caisse nationale des allocations familiales**

**NOR :**

Le directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code rural et notamment son article L.732-1 ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L.217-3, L.223-1 et suivants, L.224-1 et suivants, R.223-1, R.224-1 et suivants (en particulier l'article R.224-7) et R.226-1 et suivants ;

Vu le code du travail, et notamment ses articles L.2315-8, L.2323-27, L.2323-28, L.2325-1 et L.4614-1 ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu l'article 89 de la loi n°2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 ;

Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir en qualité de directeur de la caisse nationale des allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;

Vu la circulaire du ministère délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille relative à la publication des décisions du 28 octobre 2005 ;

Vu l'instruction codificatrice M9-1 relative à la réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif en date du 1<sup>er</sup> février 1996 ;

Vu le règlement qui fixe l'organisation et le fonctionnement de la Caisse nationale des allocations familiales du 22 juin 2015 ;

**DECIDE :**

## **Article 1**

En l'absence du responsable de site, délégation est donnée à Madame Murielle Huon référent transformation pour signer dans le cadre de la gestion de l'établissement public les pièces suivantes :

- ordonnancer les dépenses et recettes du personnel d'un montant **inférieur à 45 000 €** ;
- ordonnancer quel que soit le montant, les dépenses relatives aux cotisations sociales versées par l'établissement public ;
- signer les bordereaux d'état de charges sociales
- attester de la "réception de travaux, de fournitures, et de service fait" dont le montant est **inférieur à 11 250 € HT** ;

## **Article 2**

Les signatures électroniques des pièces comptables dans le logiciel de gestion Magic tiennent compte de ces délégations.

## **Article 3**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) »

Fait à Paris, le 10 juillet 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le Contrôleur général économique  
Eric NOUVEL

**SIGNÉ**

La référente du pôle  
accompagnement des  
mobilités

Murielle HUON  
**SIGNÉE**

**CNAF**

**Caisse nationale des allocations familiales**

**Décision du 10 juillet 2015 portant**

**délégation de signature de la Caisse nationale des allocations familiales**

**NOR :**

Le directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code rural et notamment son article L.732-1 ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L.217-3, L.223-1 et suivants, L.224-1 et suivants, R.223-1, R.224-1 et suivants (en particulier l'article R.224-7) et R.226-1 et suivants ;

Vu le code du travail, et notamment ses articles L.2315-8, L.2323-27, L.2323-28, L.2325-1 et L.4614-1 ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu l'article 89 de la loi n°2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 ;

Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir en qualité de directeur de la caisse nationale des allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;

Vu la circulaire du ministère délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille relative à la publication des décisions du 28 octobre 2005 ;

Vu l'instruction codificatrice M9-1 relative à la réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif en date du 1<sup>er</sup> février 1996 ;

Vu le règlement qui fixe l'organisation et le fonctionnement de la Caisse nationale des allocations familiales du 22 juin 2015 ;

**DECIDE :**

## **Article 1**

En l'absence du responsable de site, délégation est donnée à Madame Christine Lavedrine référent transformation pour signer dans le cadre de la gestion de l'établissement public les pièces suivantes :

- ordonnancer les dépenses et recettes du personnel d'un montant **inférieur à 45 000 €** ;
- ordonnancer quel que soit le montant, les dépenses relatives aux cotisations sociales versées par l'établissement public ;
- signer les bordereaux d'état de charges sociales
- attester de la "réception de travaux, de fournitures, et de service fait" dont le montant est **inférieur à 11 250 € HT** ;

## **Article 2**

Les signatures électroniques des pièces comptables dans le logiciel de gestion Magic tiennent compte de ces délégations.

## **Article 3**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) »

Fait à Paris, le 10 juillet 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le Contrôleur général économique  
Eric Nouvel  
**SIGNÉ**

La référent du pôle  
accompagnement des mobilités  
Christine LAVEDRINE  
**SIGNÉE**



**CNAF**  
**Caisse nationale des allocations familiales**  
**Décision du 10 juillet 2015 portant**  
**délégation de signature de la Caisse nationale des allocations familiales**  
**NOR :**

Le directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code rural et notamment son article L.732-1 ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L.217-3, L.223-1 et suivants, L.224-1 et suivants, R.223-1, R.224-1 et suivants (en particulier l'article R.224-7) et R.226-1 et suivants ;

Vu le code du travail, et notamment ses articles L.2315-8, L.2323-27, L.2323-28, L.2325-1 et L.4614-1 ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu l'article 89 de la loi n°2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 ;

Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir en qualité de directeur de la caisse nationale des allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;

Vu la circulaire du ministère délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille relative à la publication des décisions du 28 octobre 2005 ;

Vu l'instruction codificatrice M9-1 relative à la réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif en date du 1<sup>er</sup> février 1996 ;

Vu le règlement qui fixe l'organisation et le fonctionnement de la Caisse nationale des allocations familiales du 22 juin 2015 ;

**DECIDE :**

## **Article 1**

En l'absence du responsable de site, délégation est donnée à Madame Carole Lestang Caillere référent transformation pour signer dans le cadre de la gestion de l'établissement public les pièces suivantes :

- ordonnancer les dépenses et recettes du personnel d'un montant **inférieur à 45 000 €** ;
- ordonnancer quel que soit le montant, les dépenses relatives aux cotisations sociales versées par l'établissement public ;
- signer les bordereaux d'état de charges sociales
- attester de la "réception de travaux, de fournitures, et de service fait" dont le montant est **inférieur à 11 250 € HT** ;

## **Article 2**

Les signatures électroniques des pièces comptables dans le logiciel de gestion Magic tiennent compte de ces délégations.

## **Article 3**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) »

Fait à Paris, le 10 juillet 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le Contrôleur général économique

Eric NOUVEL  
**SIGNÉ**

La référente du pôle  
accompagnement des  
mobilités  
Carole LESTANG CAILLERE  
**SIGNÉE**

**CNAF**  
**Caisse nationale des allocations familiales**  
**Décision du 10 juillet 2015 portant**  
**délégation de signature de la Caisse nationale des allocations familiales**  
**NOR :**

Le directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code rural et notamment son article L.732-1 ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L.217-3, L.223-1 et suivants, L.224-1 et suivants, R.223-1, R.224-1 et suivants (en particulier l'article R.224-7) et R.226-1 et suivants ;

Vu le code du travail, et notamment ses articles L.2315-8, L.2323-27, L.2323-28, L.2325-1 et L.4614-1 ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu l'article 89 de la loi n°2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 ;

Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir en qualité de directeur de la caisse nationale des allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;

Vu la circulaire du ministère délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille relative à la publication des décisions du 28 octobre 2005 ;

Vu l'instruction codificatrice M9-1 relative à la réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif en date du 1<sup>er</sup> février 1996 ;

Vu le règlement qui fixe l'organisation et le fonctionnement de la Caisse nationale des allocations familiales du 22 juin 2015 ;

**DECIDE :**

## **Article 1**

En l'absence du responsable de site, délégation est donnée à Monsieur Marc Majerowicz référent transformation pour signer dans le cadre de la gestion de l'établissement public les pièces suivantes :

- ordonnancer les dépenses et recettes du personnel d'un montant **inférieur à 45 000 €** ;
- ordonnancer quel que soit le montant, les dépenses relatives aux cotisations sociales versées par l'établissement public ;
- signer les bordereaux d'état de charges sociales
- attester de la "réception de travaux, de fournitures, et de service fait" dont le montant est **inférieur à 11 250 € HT** ;

## **Article 2**

Les signatures électroniques des pièces comptables dans le logiciel de gestion Magic tiennent compte de ces délégations.

## **Article 3**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) »

Fait à Paris, le 10 juillet 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le Contrôleur général économique

Eric NOUVEL  
**SIGNÉ**

Le référent du pôle  
accompagnement des mobilités

Marc MAJEROWICZ  
**SIGNÉ**

**CNAF**

**Caisse nationale des allocations familiales**

**Décision du 10 juillet 2015 portant**

**délégation de signature de la Caisse nationale des allocations familiales**

**NOR :**

Le directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code rural et notamment son article L.732-1 ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L.217-3, L.223-1 et suivants, L.224-1 et suivants, R.223-1, R.224-1 et suivants (en particulier l'article R.224-7) et R.226-1 et suivants ;

Vu le code du travail, et notamment ses articles L.2315-8, L.2323-27, L.2323-28, L.2325-1 et L.4614-1 ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu l'article 89 de la loi n°2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 ;

Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir en qualité de directeur de la caisse nationale des allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;

Vu la circulaire du ministère délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille relative à la publication des décisions du 28 octobre 2005 ;

Vu l'instruction codificatrice M9-1 relative à la réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif en date du 1<sup>er</sup> février 1996 ;

Vu le règlement qui fixe l'organisation et le fonctionnement de la Caisse nationale des allocations familiales du 22 juin 2015 ;

**DECIDE :**

## **Article 1**

En l'absence du responsable de site, délégation est donnée à Madame Thérèse Ruffle référent transformation pour signer dans le cadre de la gestion de l'établissement public les pièces suivantes :

- ordonnancer les dépenses et recettes du personnel d'un montant **inférieur à 45 000 €** ;
- ordonnancer quel que soit le montant, les dépenses relatives aux cotisations sociales versées par l'établissement public ;
- signer les bordereaux d'état de charges sociales
- attester de la "réception de travaux, de fournitures, et de service fait" dont le montant est **inférieur à 11 250 € HT** ;

## **Article 2**

Les signatures électroniques des pièces comptables dans le logiciel de gestion Magic tiennent compte de ces délégations.

## **Article 3**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) »

Fait à Paris, le 10 juillet 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le Contrôleur général économique

Eric NOUVEL  
**SIGNÉ**

La référente du pôle  
accompagnement des mobilités  
Thérèse RUFFLE  
**SIGNÉE**

**CNAF**

**Caisse nationale des allocations familiales**

**Décision du 10 juillet 2015 portant**

**délégation de signature de la Caisse nationale des allocations familiales**

**NOR :**

Le directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code rural et notamment son article L.732-1 ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L.217-3, L.223-1 et suivants, L.224-1 et suivants, R.223-1, R.224-1 et suivants (en particulier l'article R.224-7) et R.226-1 et suivants ;

Vu le code du travail, et notamment ses articles L.2315-8, L.2323-27, L.2323-28, L.2325-1 et L.4614-1 ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu l'article 89 de la loi n°2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 ;

Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir en qualité de directeur de la caisse nationale des allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;

Vu la circulaire du ministère délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille relative à la publication des décisions du 28 octobre 2005 ;

Vu l'instruction codificatrice M9-1 relative à la réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif en date du 1<sup>er</sup> février 1996 ;

Vu le règlement qui fixe l'organisation et le fonctionnement de la Caisse nationale des allocations familiales du 22 juin 2015 ;

**DECIDE :**

## **Article 1**

En l'absence du responsable de site, délégation est donnée à Monsieur Cédric Saint-Jours référent transformation pour signer dans le cadre de la gestion de l'établissement public les pièces suivantes :

- ordonnancer les dépenses et recettes du personnel d'un montant **inférieur à 45 000 €** ;
- ordonnancer quel que soit le montant, les dépenses relatives aux cotisations sociales versées par l'établissement public ;
- signer les bordereaux d'état de charges sociales
- attester de la "réception de travaux, de fournitures, et de service fait" dont le montant est **inférieur à 11 250 € HT** ;

## **Article 2**

Les signatures électroniques des pièces comptables dans le logiciel de gestion Magic tiennent compte de ces délégations.

## **Article 3**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) »

Fait à Paris, le 10 juillet 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le Contrôleur général économique

Eric NOUVEL  
**SIGNÉ**

Le référent du pôle  
accompagnement des mobilités

Cédric SAINT-JOURS  
**SIGNÉ**



**CNAF**

**Caisse nationale des allocations familiales**

**Décision du 10 juillet 2015 portant**

**délégation de signature de la Caisse nationale des allocations familiales**

**NOR :**

Le directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code rural et notamment son article L.732-1 ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L.217-3, L.223-1 et suivants, L.224-1 et suivants, R.223-1, R.224-1 et suivants (en particulier l'article R.224-7) et R.226-1 et suivants ;

Vu le code du travail, et notamment ses articles L.2315-8, L.2323-27, L.2323-28, L.2325-1 et L.4614-1 ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu l'article 89 de la loi n°2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015 ;

Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir en qualité de directeur de la caisse nationale des allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;

Vu la circulaire du ministère délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille relative à la publication des décisions du 28 octobre 2005 ;

Vu l'instruction codificatrice M9-1 relative à la réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif en date du 1<sup>er</sup> février 1996 ;

Vu le règlement qui fixe l'organisation et le fonctionnement de la Caisse nationale des allocations familiales du 22 juin 2015 ;

**DECIDE :**

## **Article 1**

En l'absence du responsable de site, délégation est donnée à Madame Sandra Trapani référent transformation pour signer dans le cadre de la gestion de l'établissement public les pièces suivantes :

- ordonnancer les dépenses et recettes du personnel d'un montant **inférieur à 45 000 €** ;
- ordonnancer quel que soit le montant, les dépenses relatives aux cotisations sociales versées par l'établissement public ;
- signer les bordereaux d'état de charges sociales
- attester de la "réception de travaux, de fournitures, et de service fait" dont le montant est **inférieur à 11 250 € HT** ;

## **Article 2**

Les signatures électroniques des pièces comptables dans le logiciel de gestion Magic tiennent compte de ces délégations.

## **Article 3**

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris ainsi que sur le site internet « [www.caf.fr](http://www.caf.fr) »

Fait à Paris, le 10 juillet 2015

Le Directeur général  
Daniel LENOIR  
**SIGNÉ**

Le Contrôleur général économique

Eric NOUVEL  
**SIGNÉ**

La référente du pôle  
accompagnement des mobilités

Sandra TRAPANI  
**SIGNÉE**